

LA SANTÉ FINANCIÈRE DES ASSOCIATIONS DES HAUTS-DE-FRANCE (2016-2017)

49%
27%

49% des associations employeuses ont subi une baisse des financements publics en 2016, 27% pour les associations sans salarié.es. En resserant la focale par secteur, cela concerne :

58%

58% des associations environnementales

52%

52% des associations du sanitaire et du social

34%

34% des associations employeuses ont perdu, ces trois dernières années, un financement public changeant le devenir de l'association

46%

46% des associations employeuses ont eu des difficultés de trésorerie ponctuelles ou récurrentes.

44%

44% des associations employeuses ont vu leurs fonds propres diminuer.

24%
47%

En distinguant associations avec, ou sans salarié.es, on dénote un secteur hétérogène. 24% des associations sans salarié.es ressentent une situation financière en danger ou incertaine, ce chiffre monte à 47% pour les associations employeuses.

CHIFFRES
CLÉS

DÉMARCHE

Dans ce baromètre, l'Observatoire Régional de la Vie Associative (ORVA) met la focale sur la santé financière des associations, en objectivant les fluctuations de financements publics et leurs effets sur les structures.

SYSTÉMATISME

Avec la participation des acteurs associatifs, nous aspirons à actualiser annuellement ce baromètre. L'objectif est de donner le pouls financier de l'ESS dans les Hauts-de-France.

POUR QUI ?

Nos publications s'adressent aux acteurs associatifs, aux pouvoirs publics ainsi qu'à un public universitaire. Elles donnent des éléments factuels, des perceptions ainsi que des données prospectives.

FAIRE FACE À UNE BAISSÉ DES FINANCEMENTS PUBLICS

ORIGINES & IMPACTS EN 2016

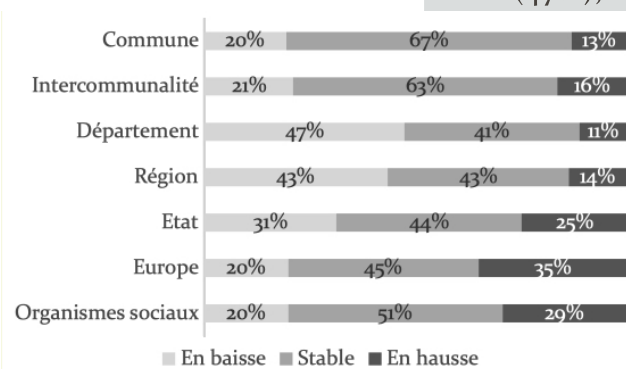
SITUATION FINANCIERE

49% Pour 49% des associations employeuses, les subventions sont en baisse, cela concerne 27% des associations sans salarié.e.

32% Concernant les appels à projets, 32% des associations sans salarié.es ont vu ce mode de financement diminuer, 19% pour les associations employeuses.

15% 15% des associations employeuses ont répercuté la baisse des finances publiques sur l'emploi.

PARTENAIRES



Les associations pointent le Département (47%), la Région (43%) et l'Etat (31%) pour expliquer la baisse de leurs financements publics. Au contraire, la commune (67%) et l'intercommunalité (63%) apparaissent comme les échelons les plus stables.

IMPACTS

SUR LES ACTIONS

44% ABANDONNER

43% DIVERSIFIER

39% RENOUELER

11% MUTUALISER

SUR LE PROJET ASSOCIATIF

51% RÉVISER LE PROJET

46% RECRUTER DES BÉNÉVOLES

34% CHERCHER DES NOUVELLES CIBLES

27% FUSIONNER

SUR LA STRUCTURE

29% INTÉGRER DES OUTILS DE GESTION

14% CHANGER LE CA

14% RECOURIR À DE L'EXPERTISE

8% RENOUELER LE MANAGEMENT

82 000 ASSOCIATIONS ACTIVES

177 754 SALARIÉS

146 850 ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN

10 686 ASSOCIATIONS

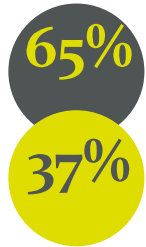
FRANCE : 35 885 COMMUNES / 2 062 INTERCOMMUNALITÉS

682 000 NOUVELLES ASSOCIATIONS EN 10 ANS
1 300 000 ASSOCIATIONS ACTIVES ET VIVANTES

PERSPECTIVES FINANCIÈRES

CRAINTES POUR 2017

SITUATION FINANCIÈRE



Les associations employeuses s'attendent à une diminution de 67% des financements publics, 37% pour les associations sans salarié.e.



L'environnement, le développement local et le sport naviguent dans une atmosphère morose, anticipant une baisse de 67% pour les deux premiers secteurs, 56% pour le dernier.

000

SUR LE TERRITOIRE

4 780 CRÉATIONS/AN



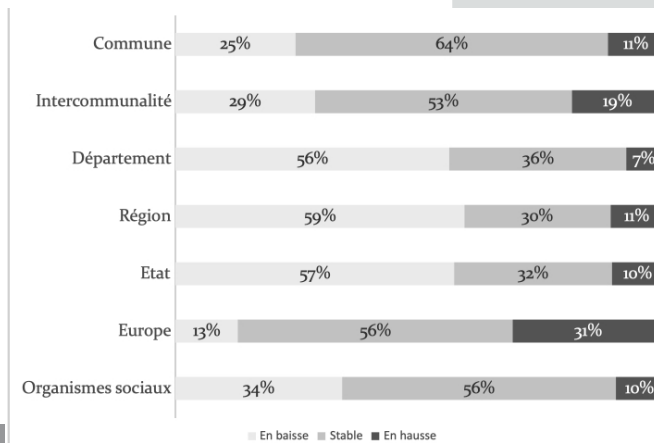
13,7 ASSOCIATIONS/1.000 HABITANTS

IONS EMPLOYEUSES

ALITÉS / 65 800 000 HABITANTS

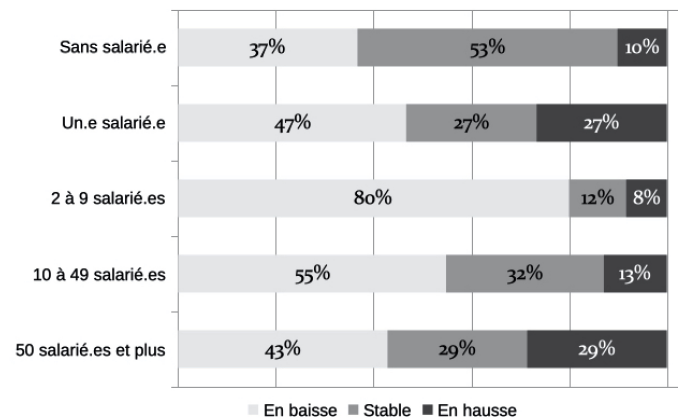
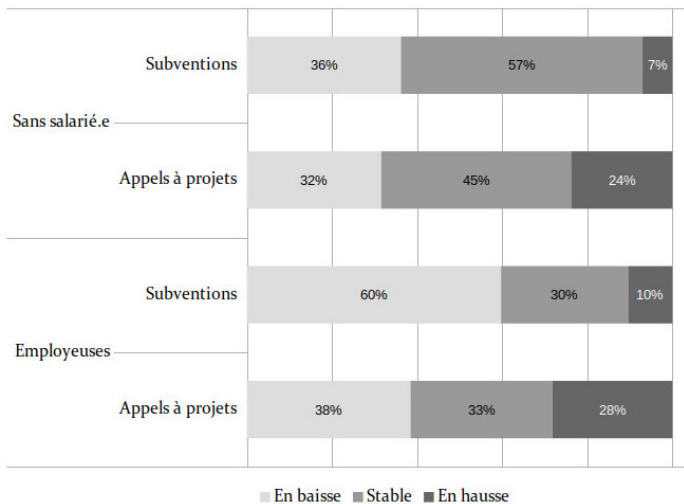
ANS 165 000 ASSOCIATIONS EMPLOYEUSES
ITES 1 800 000 EMPLOIS SALARIÉS ASSOCIATIFS

PARTENAIRES



Entre 2016 et 2017, les financements étatiques sont perçus comme incertains. Après une baisse de 31% en 2016, les associations entendent une baisse de 57% pour 2017 du fait d'une baisse pressentie plus forte de la part de la Région et du Département. La Commune, l'Intercommunalité et l'Europe constituent des échelons plus stables.

FINANCEMENTS PUBLICS



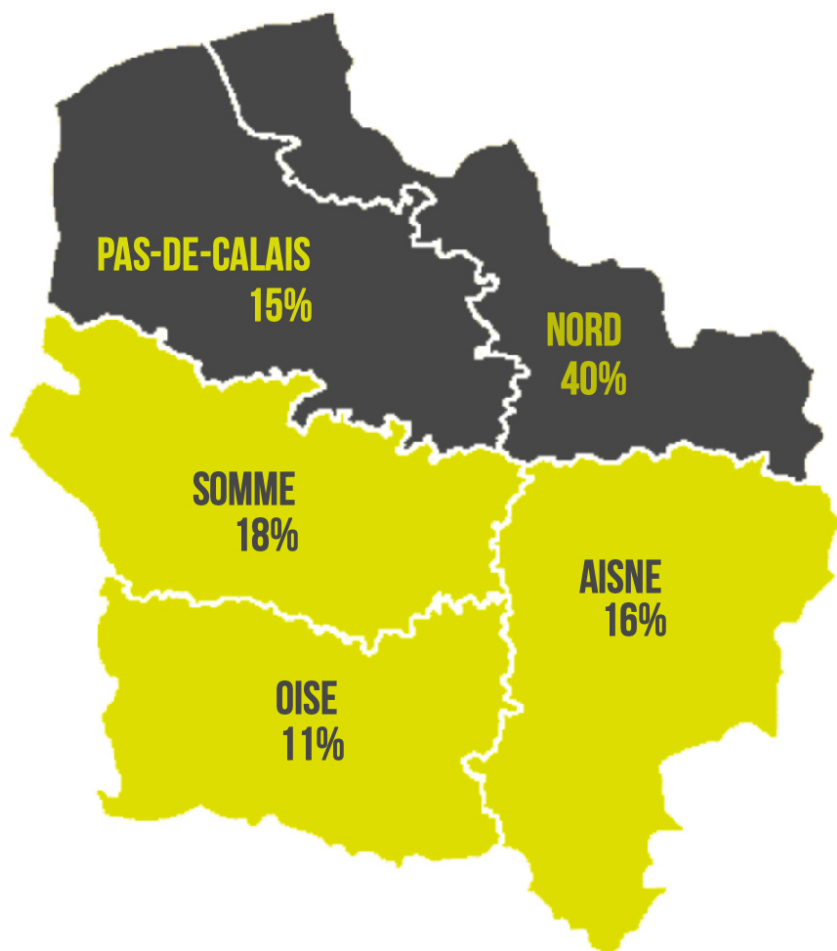
Les associations sans salarié.e s'attendent à une stabilité des financements, tandis que les associations employeuses craignent une forte diminution des subventions (60%).

Les perspectives de financements varient en fonction des effectifs. Les associations ayant entre 2 et 9 salarié.es se sentent le plus menacées (80% de baisse estimée). On dénote également que les associations sans salarié.e ont des perspectives financières stables (53%).

CONDITIONS D'ENQUÊTE

MÉTHODOLOGIE & PARTENAIRES

ÉCHANTILLON



SECTEUR
D'ACTIVITÉ
PRINCIPALE

29% SPORT

17% CULTURE

11% ACTION SOCIALE

11% LOISIRS

9% ÉDUCATION

7% ENVIRONNEMENT

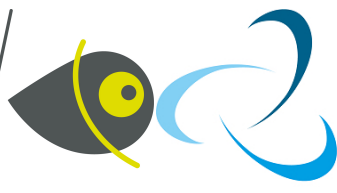
7% DVT LOCAL

744

744 structures ont participé à cette enquête, dont 98% ayant un statut associatif. L'analyse des données s'est faite sur les associations, parmi les participantes, 49,5% n'avaient aucun salarié.es, tandis que 50,5% avaient un statut d'employeur. 66,4% des associations avaient moins de 10 salarié.es.

Ce baromètre est issu d'une enquête par questionnaire auto-administré et diffusé en ligne de mi-juillet à octobre 2016. Ce questionnaire a été diffusé via l'ORVA, les fédérations regroupées dans le Mouvement associatif, les réseaux territoriaux (Maisons des associations, PIVA...), la CRESS et ses membres, les partenaires institutionnels (Etat, Région, MEL,) et la totalité des communes de la région.

OBSERVATOIRE
RÉGIONAL
DE LA VIE
ASSOCIATIVE
HAUTS-DE-FRANCE



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire
Hauts-de-France

